

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



MUNOZ

180-182 avenue Francis de Pressensé
69200 VENISSIEUX

Références : UDR-SSDAS-22-245
Code AIOT : 0010600770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement MUNOZ implanté 180-182 avenue Francis de Pressensé 69200 VENISSIEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUNOZ
- 180-182 avenue Francis de Pressensé 69200 VENISSIEUX
- Code AIOT : 0010600770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MUNOZ exploite, sur la commune de VENISSIEUX, 180-182 avenue de Pressensé, une installation de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

Le site sur lequel sont exercées les activités de la société munoz est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 18/01/2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/04/2014 (antériorité au bénéfice des droits acquis) au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site occupe une surface d'environ 5885 m².

Les horaires d'exploitation sont du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 (vendredi 16h00).

Les VHU sont, préalablement à leur admission sur le site "Chemin du Génie", réceptionnés sur le site "Avenue de Pressensé", où se trouve le siège social pour être pesés. Après leur dépollution sur le site "Chemin du Génie", ils retournent au siège social pour être compactés dans une presse avant d'être acheminés vers les installations de broyage de la société PURFER à Saint-Pierre-de-Chandieu. Les VHU sont parfois amenés à être stockés quelques heures sur le site de l'Avenue du Pressensé ce qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral daté du 02/07/2015 indiquant que l'exploitation dispose d'un agrément permettant d'accueillir les VHU mais reste sous le seuil de classement ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifications périodiques
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Gestion des eaux
- Conditions de stockage des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
3	Isolement avec les milieux - eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Plan des locaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 02/07/2015, article 2	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Entretien du séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.3.4	/	Sans objet
5	Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) - Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
7	Rétentions des liquides dangereux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.3.1	/	Sans objet
10	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Sans objet
12	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
13	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que, globalement, les activités ICPE et le process associé sont maîtrisés par l'exploitant. L'Inspection n'a pas constaté de stockages ou de pratiques pouvant entraîner un risque incendie. Elle indique que les volumes de stockage restent très limités sur le site et largement en dessous des seuils autorisés, l'exploitant travaillant en flux tendu.

L'Inspection constate toutefois des points à améliorer concernant la vérification périodique de certains éléments (Robinet d'Incendie Armés) ainsi que la localisation et la procédure permettant d'actionner la vanne de sectionnement et d'isolement du réseau. Des éléments correctifs sont demandés sur ces points par l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2015, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Classement ICPE
<p>Constats : L'Inspection fait le point avec l'exploitant sur son classement ICPE et les éventuelles modifications réalisées.</p> <p>L'exploitant indique que son activité est toujours classable sous les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2718-1 (A) pour le transit, regroupement, tri de déchets dangereux (20 tonnes de batteries)- 2713-1 (E) pour le transit, regroupement et tri de métaux (5800 m³)- 2791-2 (DC) pour le traitement de déchets non dangereux (8 tonnes / jours) <p>L'exploitant indique que son activité est également liée à deux rubriques dont l'activité ne dépasse pas les seuils de classement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 1435 avec la présence d'une station service dont le volume annuel de carburant distribué est de 200 m³ maximum (seuil à 500 m³).- la rubrique 2712 pour la réception de Véhicules Hors d'Usage (VHU) sur une surface de 90 m² (seuil à 100 m²). Pour cette activité, l'exploitant indique qu'il réalise seulement la réception et, éventuellement le stockage des véhicules durant une période limitée. La dépollution des VHU est réalisée sur son autre site, situé 11 Chemin du Génie à Vénissieux. L'exploitant s'assure de ne pas dépasser la surface de stockage autorisée et dispose de l'agrément lié aux VHU nécessaire au stockage. <p>L'Inspection constate la réalisation des activités décrites précédemment et dans le respect des seuils imposés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des réseaux
<p>Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des réseaux. Ce dernier localise l'ensemble des réseaux enterrés, les grilles et plaques permettant de récupérer les eaux pluviales ainsi que le séparateur d'hydrocarbure permettant de traiter les rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Isolement avec les milieux - eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux - eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Isolement avec les milieux - eaux d'extinction
<p>Constats : L'Inspection constate la présence d'un dispositif permettant de contenir les eaux d'extinction. L'Inspection constate que la vanne permettant l'isolement du réseau n'est pas signalisée par un affichage, que les outils permettant son accès ne sont pas clairement repérables et accessibles et qu'aucune consigne n'a été mise en place auprès des employés du site. Toutefois, l'exploitant précise que son personnel connaît la procédure à suivre pour actionner cette vanne. Il indique, qu'en cas d'incendie ou de pollution, les eaux d'extinction sont contenues sur les voiries. Elles seront alors pompées et évacuées dans les filières adéquates. Il indique également que la hauteur d'eau maximale liée aux eaux d'extinction n'empêcheraient pas la circulation sur site des véhicules d'incendie et de secours.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de signaler la localisation de la vanne permettant l'isolement du réseau, - de permettre l'accessibilité permanente aux outils permettant d'actionner la vanne et de signaler leur localisation, - de mettre en place une consigne d'utilisation de la vanne, accessible de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Entretien du séparateur d'hydrocarbure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du séparateur d'hydrocarbure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien du séparateur d'hydrocarbure
<p>Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection le Bon de Suivi de Déchets attestant du nettoyage de son séparateur d'hydrocarbure. Ce dernier a été nettoyé le 26/10/2021 par PROPOMPAGE qui a évacué 3,56 tonnes d'hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE - Eaux pluviales
Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection la dernière mesure réalisée concernant ses rejets dans les eaux pluviales. Une mesure a été réalisée le 30/06/2022 par COFRAC. Les mesures réalisées montrent des valeurs conformes à l'arrêté ministériels pour les MEST (13 mg/l - VLE à 100 mg/l), DCO (30 mg/l - VLE à 300 mg/l) et hydrocarbures (0,1 mg/l - VLE à 10 mg/l). L'exploitant a également mesuré les émissions en plomb et chrome. Les résultats obtenus respectent les seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifications périodiques des installations électriques
Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérifications des installations électriques. Ces dernières ont été réalisées le 29/11/2021 par SOCOTEC et n'ont révélé aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions des liquides dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des liquides dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rétentions des liquides dangereux
Constats : L'Inspection constate la présence d'une cuve d'huile au sein de l'installation. Cette dernière est placée sur rétention. La rétention utilisée est suffisante pour contenir la quantité d'huile stockée et ne présente pas de fuites visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie
Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection la dernière vérification périodique réalisée concernant le contrôle de ses extincteurs. Ces derniers ont été vérifiés le 12/04/2022 par DESAUTEL qui indique que le nombre d'extincteurs fonctionnel est "inférieur à la dotation déclarée sur la dernière déclaration de conformité N4 émise (Règle APSAD R4 et Article R.4227-29 du code du travail)". Le document indique qu'un devis dont l'objectif est d'ajouter et remplacer les extincteurs défectueux était en cours de réalisation. Lors de la visite du 04/10/2022, l'exploitant montre à l'Inspection le bon d'intervention réalisé par DESAUTEL et daté du 08/09/2022 indiquant que 7 extincteurs ont été ajoutés et / ou remplacés. L'Inspection constate que les extincteurs sont bien répartis sur l'ensemble du site, signalés et accessibles. L'Inspection constate également la présence de plusieurs Robinets d'Incendies Armés (RIA). L'exploitant indique que ces derniers n'ont pas été contrôlés depuis un certain temps car il ignorait que les RIA étaient également soumis à contrôle périodique. L'Inspection rappelle à l'exploitant la périodicité annuelle obligatoire du contrôle périodique des RIA. L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois : - de réaliser la vérification périodique des RIA, puis de transmettre le rapport lié à cette vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Règles de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règles de circulation
Constats : L'Inspection constate que de la signalétique présente présente au sol permet d'indiquer aux chauffeurs le sens de circulation définie sur le site. Les voies de circulation sont dégagées et permettent aux services de secours de circuler et stationner si besoin. L'Inspection constate que le site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre sur plus de 2 mètres de hauteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entreposage des déchets
<p>Constats : L'Inspection constate que le stockage des déchets est réalisé dans des zones spécifiques, clairement repérées et dédiées pour chaque typologie de déchets. L'emplacement des stockages réalisés correspond au plan transmis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant d'évaluer la quantité et la hauteur des déchets stockés. Il indique que les déchets sont, soit stockés dans des bennes dont il connaît la capacité, soit stockés dans des alvéoles dont il est facile d'évaluer le volume. Ainsi, l'exploitant peut évaluer le volume des matériaux présents sur son site. De plus, l'Inspection constate que le volume de déchets présent sur site est très faible. Les bennes et alvéoles de stockage ne sont que très peu remplies ou vides. L'exploitant indique que, d'une part l'activité est très calme actuellement, et que d'autre part, il essaye de stocker le moins possible de déchets sur son site et réalisent un important turn-over journalier. Ainsi, les déchets réceptionnés sont traités puis évacués rapidement par ses équipes.</p> <p>L'exploitant dispose de deux bennes dédiées au stockage des batteries. Il indique que le stockage des batteries est réalisée au sein d'une seule benne et par roulement. Une benne permet d'accueillir 12 à 13 tonnes de batteries ce qui permet de rester en dessous du seuil autorisé par son arrêté préfectoral de 20 tonnes. Les bennes utilisées sont étanches et l'ensemble du site est goudronné.</p> <p>L'Inspection constate que les piles de déchets stockés ne dépassent pas les 6 mètres maximales autorisés (2 mètres de hauteur maximum le jour de l'Inspection). L'exploitant indique que les piles de stockage dépassent rarement les 2-3 mètres de hauteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des locaux
<p>Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des locaux de l'installation. Ce plan localise les différentes zones de stockage présentes sur l'installation (ferrailles, batteries, inox, zinc, aluminium, câbles) ainsi que le pont à bascule et la presse.</p> <p>Le 04/10/2022, le jour de l'inspection, l'Inspection constate que les zones de stockage annoncées sur le plan transmis correspondent à la réalité du terrain. Toutefois, le plan ne représente pas le bâtiment présent sur site et contenant quelques bennes de stockage de métaux plus précieux (cuivre, moteurs, etc.).</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser et transmettre un plan actualisé de l'ensemble de l'installation incluant le bâtiment et les stockages associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre des déchets entrants
Constats : Par mail du 01/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection son registre des déchets entrants pour la période du 01/08 au 31/08/2022. Ce registre contient l'ensemble des informations demandées pour chaque entrée notamment : <ul style="list-style-type: none">- Date et réception déchets- Dénomination, nature et quantité- Nom et adresse du producteur- Code de traitement- Transporteur et immatriculation du véhicule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre des déchets sortants
Constats : Par mail du 01/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection son registre des déchets sortants pour la période du 01/08 au 31/08/2022. Ce registre contient l'ensemble des informations demandées pour chaque sortie notamment : <ul style="list-style-type: none">- Date de sortie- Dénomination, nature et quantité- Nom et adresse de la société d'élimination- Code de traitement- Transporteur et immatriculation du véhicule. <p>Par mail du 30/08/2022, l'exploitant transmet également son registre liée à l'élimination des déchets liés aux VHU (déchets sortants) sur l'ensemble de l'année 2021. Ce registre mentionne notamment la typologie du déchet, la quantité, le transporteur et son immatriculation, le destinataire, la date de sortie, le code de déchets et le code de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet